

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté »

Bilan 2015-2016

1. Introduction

Dans le cadre du Pays de Lorient, qui regroupe 210 000 habitants, 30 communes et 2 EPCI, le Conseil de Développement du Pays de Lorient (CDPL) représente la société civile (90 membres comprenant des entreprises, des syndicats, des associations, des institutions et des citoyens).

A l'issue de son AG constitutive, en février 2015, le CDPL met en place un groupe de travail dénommé « Démocratie et citoyenneté ».

2. Les grandes phases du travail réalisé de mars 2015 à juin 2016¹ :

1) Lancement du groupe et définition d'un premier objectif (mars – juin 2015) :

Les membres du groupe ne se connaissant pas, les premières réunions sont consacrées à des échanges sur les motivations, expériences et attentes des participants (12)². Le 1^{er} juin 2015, le bureau du CDPL charge le groupe de travail d'organiser une « **journée de la démocratie au Pays de Lorient** ». Le groupe propose d'en fixer la date au **28 mai 2016**. Afin de faire participer la population (élus et habitants) sur une base commune, le groupe élabore un guide d'entretien visant à faire évaluer par tout un chacun ce qui est ou pourrait être mis en œuvre en matière de démocratie sur le Pays de Lorient³. Des consultations sont entreprises auprès de divers publics, jeunes et adultes. L'objectif est de mobiliser un maximum d'acteurs du territoire (entreprises, institutions, associations, citoyens) représentant la société civile dans toute sa diversité.

2) Contacts avec les élus locaux (juillet-octobre 2015) :

Les objectifs du groupe et le guide d'entretien sont présentés à des élus locaux, ce qui permet au groupe d'affiner ses projets.

3) Contacts avec le monde lycéen (novembre 2015) :

Les jeunes font partie des cibles privilégiées de nos actions. Des rencontres ont lieu avec les lycéens et proviseurs de deux lycées de Lanester et de Lorient⁴.

4) Rencontres avec les maires (novembre 2015 – mars 2016) :

Pour éviter de se disperser, le groupe de travail donne la priorité à la consultation des maires des 30 communes du Pays de Lorient. Ces consultations se déroulent de novembre 2015 à mars 2016. 29 maires acceptent de nous recevoir et de répondre à nos questions concernant leur exercice de la démocratie sur la commune et sur leur perception de la démocratie au niveau du Pays de Lorient.

¹ Détails des réunions et rencontres après les annexes

² Voir Annexe 1

³ Voir Annexe 2

⁴ Voir Annexe 3

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

Une première synthèse des réponses obtenues (28) est réalisée en janvier 2016⁵. Elle permet de dégager de grandes tendances dans la façon dont les maires perçoivent la démocratie, et de faire ressortir les questions qui les préoccupent et font débat dans le Pays de Lorient. Elle est présentée au Conseil d'Administration du CDPL le 23 février.

5) Rencontres avec les habitants (avril – mai 2016) :

Afin de réaliser une consultation décentralisée de la population et de faire participer le plus grand nombre, le groupe de travail organise des réunions dans 5 communes du Pays de Lorient au cours de la quinzaine précédant le 28 mai.

Cette consultation de la population se déroule du 17 au 26 mai 2016 dans les communes suivantes : Plouay, Languidic, Plouhinec, Ploemeur, Lorient. Ces communes sont choisies, parce que le groupe veut connaître les avis des habitants de communes situées dans des secteurs géographiques contrastés : campagne, mer, rural, urbain, nord, sud, est, ouest. Les thèmes proposés aux débats sont issus de constats provenant de nos entretiens avec les maires :

- la définition de la démocratie,
- les outils du dialogue élus-citoyens-associations,
- le dialogue entre territoires,
- le divorce élus – administratifs – citoyens.⁶

6) La « journée de la démocratie » (28 mai 2016) :

Aboutissement de cette première année de travail, la « **journée de la démocratie** » a lieu le 28 mai 2016 à Hennebont. Son objectif est de rendre compte de nos entretiens avec les maires et la population et d'échanger sur les expériences positives, comme sur ce qui peut faire obstacle aux processus démocratiques⁷.

7) Bilan (mai-juin 2016) :

Le groupe de travail réalise un bilan de cette première année. Nos objectifs ont-ils été atteints ? Quels sont les facteurs ayant contribué à la réussite ? Quels ont été les obstacles ? Quels projets pour l'année prochaine ?⁸

⁵ Voir Annexe 4

⁶ Voir Annexe 5

⁷ Voir Annexe 6

⁸ Voir Annexe 7

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

C.D.P.L.

GROUPE DE TRAVAIL "DEMOCRATIE & CITOYENNETE" ANNEE 2015-2016

DATE	LIEU	TYPE	INTERLOCUTEUR	OBJECTIFS / ACTIONS
10-mars-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	1ère réunion. Prise de contact
31-mars-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Définition des objectifs
5-mai-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Définition des objectifs
2-juin-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Propositions pour "Journée de la Démocratie par"
30-juin-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Préparation "Guide d'entretien"
1-juil.-15	Lorient	Rencontre	A Le Gallic + 1 GT	1ère réponse d'un élu au Guide d'entretien
6-août-15	Lorient	Rencontre	MC Detraz + 2 GT	Prise de contact
16-sept.-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Finalisation enquête élus et population
22-oct.-15	Lorient	Rencontre	MC Detraz + 6 GT	Information sur "Journée de la Démocratie"
3-nov.-15	Lanester	Rencontre	Lycéens J Macé	Propositions de travail sur "Démocratie et citoyen"
4-nov.-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Prépa RV avec maires + program "Journée de la
12-nov.-15	Lorient	Rencontre	Proviseur Lycée DDL	Prise de contact. Voir Conseil de Vie Lycéenne
13-nov.-15	Caudan	Rencontre	Maire + M Pouvreau	1ère rencontre avec un maire
18-nov.-15	Lanester	Rencontre	Proviseur Lycée JM	Prise de contact. Voir membres du CRJ
1-déc.-15	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Date "Journée de la Démocratie" le 28 mai
7-janv.-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Prépar CR RV avec maires pour CA du 23 février
25-janv.-16	Lorient	Réunion des pilotes	Pilotes des GT et Co	Bilan année 2015 + projets 2016
27-janv.-16	Lorient	Rencontre	Synd CFDT + 2 GT	Prise de contact
30-janv.-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Synthèse CR RV avec maires pour CA
11-févr.-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Synthèse CR RV avec maires pour CA
23-févr.-16	Lorient	C.A.	Administrateurs	Rapport élus-techniciens-population à voir le 28 m
10-mars-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Programme journée du 28 mai
22-mars-16	Lorient	Courrier	Mission Locale	Prise de contact. Projet sur "démocratie & citoyen"
30-mars-16	Lorient	Rencontre	Maire + JB + FV	Dernière rencontre avec un maire
5-avr.-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Prépa réunions avec habitants (17-26 mai) + Jou
26-avr.-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Prépa réunions avec habitants (17-26 mai)
12-mai-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Prépa réunions avec habitants + Journée 28 mai
17-mai-16	Plouay	Rencontre	Habitants	Consultation des habitants
18-mai-16	Ploemeur	Rencontre	Habitants	Consultation des habitants
19-mai-16	Languidic	Rencontre	Habitants	Consultation des habitants
24-mai-16	Lorient	Rencontre	Habitants	Consultation des habitants

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

26-mai-16	Plouhinec	Rencontre	Habitants	Consultation des habitants
27-mai-16	Lorient	Groupe D&C Journée	Membres du groupe	Synthèse réunions avec habitants
28-mai-16	Hennebont	Démocratie	Habitants + élus	Débats avec habitants et élus
31-mai-16	Lorient	C.A.	Administrateurs	CR Journée de la Démocratie
1-juin-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Bilan "Journée de la Démocratie" + projets d'actions 2017
22-juin-16	Lorient	Groupe D&C	Membres du groupe	Bilan année 2015-2016 + projets 2016-2017
28-juin-16	Lorient	Réunion des pilotes	Pilotes des GT et Co	Bilan année 2015-2016 + projets 2016-2017

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté »

Bilan 2015-2016

ANNEXE 1 :

LES PREMIERS OBJECTIFS DU GROUPE DE TRAVAIL (mai 2015)

Déroulement de la réunion du 5 mai 2015 : Se dégage une liste d'objectifs qu'il faudra discuter et, peut-être, prioriser lors des prochaines rencontres :

1. la question des jeunes (en gardant à l'esprit qu'existe un groupe de travail « jeunesse »)
2. la question de l'information (faire en sorte que les citoyens soient informés bien en amont)
3. la question de la formation (tirage au sort de citoyens)
4. la question de l'évaluation des politiques publiques
5. la question des passeurs (de la médiation ?)
6. la question de budgets participatifs
7. la mutualisation d'expériences tierces (lointaines et proches)
8. la question des formes de la démocratie (conseils de quartiers, etc.)
9. la question de la communication

Il faut commencer par informer / former les citoyens (notamment aux compétences des collectivités locales).

On pourrait proposer une « journée de la démocratie participative » sur le Pays de Lorient.

Considérant qu'on n'a pas la ressource en nous-mêmes et qu'il serait pertinent de bénéficier de connaissances ou d'expériences réalisées sur d'autres territoires, il faudrait faire venir des chercheurs pour qu'ils alimentent notre réflexion sur la démocratie participative.

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

ANNEXE 2 :

Guide d'entretien à destination des élus et de la population sur « la démocratie ».

Ce questionnaire a pour objectif d'évaluer ce qui est ou pourrait être mis en oeuvre sur le territoire. Il comporte quatre parties :

1. première question (ouverte) : « *comment définiriez-vous « la démocratie » ?* »
2. seconde question (ouverte) : « *selon vous, quels sont les « indicateurs » de démocratie, c'est-à-dire ceux qui vous paraissent illustrer le mieux la démocratie ?* »
3. troisième question (fermée) : « *dans la liste suivante d'indicateurs possibles, lesquels vous semblent les plus appropriés pour affirmer que la démocratie fonctionne ? Lesquels existent sur votre territoire ? Lesquels vous paraissent pertinents (intéressants à mettre en place) ? Non pertinents ? Essayés, mais ont échoué ?* »
 1. *permanences;*
 2. *réunions de quartier;*
 3. *visites des quartiers par les élus;*
 4. *enquêtes publiques (qualité de l'enquête, participation des habitants);*
 5. *publicité des conseils municipaux;*
 6. *nombre de participants dans le public lors du CM;*
 7. *facilité de consultation de l'ordre du jour;*
 8. *facilité de consultation du procès-verbal;*
 9. *existence de comités de quartiers;*
 10. *participation ou abstention aux élections;*
 11. *bulletin municipal ou autre magazine de la collectivité;*
 12. *place accordée à l'opposition;*
 13. *prise en compte des votes blancs;*
 14. *participation des étrangers aux élections;*
 15. *consultation de la population sur des projets d'aménagements d'espaces publics, de reconversion d'un site;*
 16. *présence dans un bulletin municipal, de projets ouverts (à moyen ou long terme) avec appel à la population à apporter sa contribution;*
 17. *pratique de micro-référendums (sur des micro-sujets), notamment par voie numérique;*
 18. *budget participatif;*
 19. *pour améliorer la démocratie, comment faire changer les comportements des gens, comment les convaincre de devenir acteurs ?*
4. Quatrième question : « *parmi ces indicateurs, lesquels seraient adaptables au niveau du Pays de Lorient ?* »

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

ANNEXE 3 :

Rencontres du groupe « Démocratie et Citoyenneté » avec des lycées

AVEC LA CONFERENCE DE REDACTION DU JOURNAL « GAZETTE SAUCISSE » - LYCEE
JEAN MACE – LANESTER Le 3 novembre 2015

PRESENTS : >= 20 lycéens et lycéennes + François LACOTE (documentaliste du lycée et coordinateur du journal) + Jean BESSIAS & Philippe LADAME (CDPL)

JB se présente : Lanestérien ayant pris connaissance de l'existence du journal « Gazette Saucisse » à la lecture du mensuel de la ville de Lanester « Reflets » du mois d'octobre. Intéressé en tant que Lanestérien, mais aussi (raison de sa présence ici aujourd'hui) en tant que membre du Conseil de Développement du Pays de Lorient et du groupe de travail « Démocratie & Citoyenneté ». Rappelant l'histoire (récente) du CDPL et l'objectif du groupe de travail « D&C », il a pensé intéressant de faire s'exprimer les lycéens sur le sujet qui nous préoccupe, par le biais de leur « gazette ».

Philippe Ladame complète en précisant que nous sommes interpellés par l'abstentionnisme aux élections et que nous avons une échéance : une « journée sur la démocratie et la citoyenneté » en mai-juin 2016.

La parole est donnée aux lycéens. Le débat s'engage difficilement. Un jeune demande la parole pour expliquer le manque de motivation des jeunes pour ce sujet. Puis, les demandes de parole fusent, jusqu'à 3 ou 4 à la fois. Le débat durera 25-30 mn. Il porte sur l'abstention, la prise en compte des votes blancs (qui représentent des attentes non satisfaites de l'électorat face à l'offre existante), le manque d'information sur les différentes options politiques, la nécessité d'être formés à l'école sur ce point, la banalisation de la démocratie, le rôle des médias (qui font de la « politique people » ou ne retiennent qu'une phrase prononcée dans un discours et la décortiquent avec l'aide de spécialistes qui finissent par sortir du sujet), le ras-le-bol en entendant ses parents tenir tout le temps les mêmes avis. Plusieurs lycéens ne pensent pas que ce sujet puisse intéresser leurs camarades dans le journal. Le débat se termine sous les applaudissements des lycéens.

Les coordonnées des responsables du journal seront communiquées à J. Bessias. Un retour sur les suites éventuelles envisagées au niveau du journal lui sera fait ultérieurement par le coordinateur du journal.

AVEC LA PROVISEURE et LES C.P.E. du LYCEE JEAN MACE – LANESTER Le 18 novembre
2015

PRESENTS : Mme Monique L' HOUR (proviseure), Mme LAFFINEUR & M. PICHON (C.P.E.) +
Jean BESSIAS & Philippe LADAME (CDPL)

Après avoir présenté le CDPL, son histoire, son objet, ses missions et sa composition, nous présentons notre projet de « journée de la démocratie et de la citoyenneté » prévue en mai-juin 2016. Notre volonté d'y associer le maximum de parties prenantes, nous conduit à rencontrer tous les maires du Pays de Lorient et différents membres de la société civile, notamment les jeunes. Nous avons déjà rencontré au lycée, le 3 novembre dernier, la conférence de rédaction du journal « Gazette Saucisse ». Nous avons également rencontré, la semaine dernière, le proviseur du lycée Dupuy de Lome de

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

Lorient. D'autres lycées seront peut-être également contactés. L'objectif étant de les faire participer, d'une façon restant à déterminer, à cette « journée de la démocratie ».

Mme L' HOUR entrevoit deux entrées possibles dans cette thématique : les cours d'Enseignement Morale et Civique (EMC) et le Conseil de Vie Lycéenne (CVL). Elle évoque également l'expérience initiée par la municipalité de Lanester de consultation des jeunes pour la réalisation du skate-park et le réaménagement de l'Espace Mandela. Selon elle, l'échelon de la commune est peut-être facile à comprendre par les jeunes que l'échelon « Pays de Lorient ». Par ailleurs, les lycéens sont déjà impliqués dans le Conseil Régional des Jeunes (CRJ) constitué de délégués lycéens désignés par bassin. Ils se réunissent à raison d'une journée par mois à Rennes et travaillent en commissions (Ecologie-Développement durable, Santé, Communication, etc.). Ils mettent en place des campagnes d'affichage, un jeu. Quant au CVL, il a tenu sa première réunion hier. Les lycéens y ont choisi un certain nombre d'axes de travail. Ce Conseil se réunit une fois par mois. Ils vont monter une action sur le sexisme et prévoient de participer à un concours (réalisation d'un film).

M. PICHON s'inquiète du risque de surcharge des élèves, alors que la plupart de ceux qui sont engagés dans le CVL, le CRJ et le journal sont dans une année scolaire qui les conduit au baccalauréat. Quant à leur demander de s'impliquer dans des actions sur le « Pays de Lorient », cela semble difficile, dans la mesure où beaucoup n'habitent pas ce territoire, mais viennent d'au-delà.

Afin de leur éviter un investissement supplémentaire, l'idée serait de recueillir des témoignages (retours d'expérience) sur leurs actions au sein du CRJ. Pour leur éviter un travail spécifique à la fin de l'année scolaire, cela pourrait être réalisé sous forme d'un enregistrement dans les premiers mois de 2016. Une condition de notre collaboration serait que le CDPL obtienne l'agrément du Rectorat. Une démarche sera donc entreprise dans ce sens.

Mme L' HOUR nous propose qu'une fois que nous aurons calé notre journée du printemps, nous venions voir les lycéens pour leur présenter cette journée.

Avec M. Jean-Pierre L'HOTELLIER, PROVISEUR - LYCEE DUPUY DE LOME – LORIENT - Le
12 novembre 2015

PRESENTS : J.P. L'HOTELLIER + Jean BESSIAS & Philippe LADAME (CDPL)

Cette rencontre fait suite à une rencontre entre le président du CDPL (Jean Verger) et M. L'Hotellier. J. Verger avait fait connaître au proviseur l'existence du CDPL et les projets de notre groupe de travail. Il avait ensuite préconisé à JB une rencontre avec M. L'Hotellier.

Après une rapide présentation du CDPL et du groupe de travail, nous abordons le sujet de la vision que peuvent avoir les lycéens de la démocratie et de la citoyenneté.

M. L'Hotellier nous fait part de sa perception. Les jeunes sont peu politisés. Ils abandonnent le paysage du terrain politique traditionnel, mais ils échangent beaucoup entre eux sur les problèmes de société (racisme, religions, phénomènes de radicalisation, violence, xénophobie, migrants...). Mais leurs échanges ne sont pas cadrés par des organisations, ce sont des échanges libres.

La question qui nous intéresse, au niveau du Conseil de développement, est de savoir s'ils prendraient en compte des considérations locales.

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

Selon M. L'Hotellier, leur démarche est plus philosophique. Ils vont s'intéresser à des phénomènes qui se posent au niveau mondial. Mais quant à chercher la façon, localement, d'enrichir la vie démocratique et citoyenne, ce ne semble pas être la préoccupation des jeunes. Il existe cependant une perméabilité entre les deux niveaux. Par exemple, comment accueillir localement les migrants ? M. L'Hotellier cite également l'exemple d'une jeune fille qui, par le biais du Conseil de Vie Lycéenne, cherche à intéresser les jeunes aux actions de l'UNESCO. Le sentiment des lycéens est que la politique est très éloignée des préoccupations locales. On peut d'ailleurs se demander s'ils ont une connaissance institutionnelle de ce qui existe sur un territoire. Ils sont au-delà, sur des problèmes de société. Cependant, certains font partie du Conseil régional des jeunes. Dans ce cadre, ils s'intéressent au développement durable, à la COP21 ; il sont au fait des enjeux (ils ont participé récemment à une conférence sur le climat au lycée). Mais il n'y a pas de volonté d'engagement de leur part. Le Conseil de Vie Lycéenne (CVL) s'intéresse au lycée. Par exemple, il relaie l'idée du Conseil Régional de Bretagne de planter des arbres dans l'établissement. Un professeur de philosophie (M. Quinio) s'intéresse beaucoup à la citoyenneté, la démocratie, la laïcité. Il a mis en place un parrainage par les élèves de Terminale de collégiens du collège Brizeux (ils leur apportent une aide dans leur cursus de collégiens). Les lycéens sont donc capables d'engagement concret, sur des actions précises. Mais il faut les fédérer, les accompagner.

Le problème, c'est de trouver des partenaires. Notre groupe de travail pourrait faciliter cette perméabilité entre le lycée et la ville (la « société civile »). Cela pourrait permettre à ces « adolescents » de se sentir pris en compte et de dépasser leur défiance à l'égard de la politique. Le CVL pourrait être le lieu adéquat.

Nous demandons à M. L'Hotellier s'il existe un journal lycéen. Effectivement, une dizaine de lycéens élaborent un journal (« Regards ») à raison de trois numéros par an, qui aborde des sujets culturels, de société. Il est très consulté par les lycéens. Il est piloté par la documentaliste en chef, Véronique Planel. Une autre instance intéressante est le Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté.

M. L'Hotellier présentera notre démarche lors de la prochaine réunion du Conseil de Vie Lycéenne (lundi 16 novembre). Il en parlera également à la documentaliste, Mme Planel, que nous pourrions contacter directement. Il nous informera de la suite susceptible d'être donnée à notre démarche.

ANNEXE 4 :

Restitution des entretiens avec les Maires des 30 communes du pays de Lorient

Dégagement des idées forces et des mots clefs

I. Question : « comment définiriez-vous « la démocratie » ? »

A. Points de vue sur la démocratie représentative

- La démocratie représentative : les élections donnent d'abord le pouvoir aux élus.
- Il n'est de démocratie que représentative
- L'équipe municipale met en oeuvre les programmes et est seul juge de l'opportunité d'en rendre compte à l'échéance
- Elle s'inscrit dans le cadre constitutionnel qui définit le peuple comme souverain.
- Aux différents échelons du territoire Elle légitime une majorité
- L'application de la loi ce n'est pas la démocratie participative
- Souci de l'intérêt général, où les relations de proximités sont nécessaires
- La gestion d'une commune ne relève pas d'une décision individuelle ni de la décision ou du lobbying des associations
- La concertation assez large de l'ensemble des acteurs (actifs)
- Liberté de penser, liberté d'écrire, Vivre ensemble, respecter l'autre
- La démocratie s'exprime, de plus en plus, de façon très revendicative

B. Point de vue sur la démocratie Participative

- Donner le plus d'espaces possibles aux citoyens de la commune.
- La démocratie participative : une nécessité de pratique quotidienne
- Une proximité aux citoyens, leurs rencontres (tous âges, toutes conditions, dans les quartiers)
- C'est la concertation, la co-construction, la co-réflexion partagée et le co-partage des décisions.
- La démocratie repose sur un triptyque **élus, citoyens, services de la municipalité**
- L'exercice démocratique doit favoriser l'intégration d'experts au sein de groupe de travail, de réunions de quartier, de commissions extra-communales (ex l'agenda 21)
- La démocratie c'est quand le citoyen peut faire des choix. Elle passe obligatoirement par l'expression de la population des quartiers.
- La démocratie c'est informer les citoyens sur les problématiques communales

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté »

Bilan 2015-2016

- La participation possible et souhaitable par l'intermédiaire d'outils, d'une méthodologie et d'une gouvernance appropriée.
- Dans un exercice démocratique, Le citoyen est tour à tour, **électeur, Contribuable, Usager.**
- Nécessité de procéder par réunion publique sur les projets,
- C'est aussi tenir compte des personnes qui ne croient plus à la politique.
- C'est un service à la population, pour améliorer la qualité de vie.
- Il y a un consensus à obtenir auprès des citoyens

La nouvelle loi électorale pour les petites communes a pour conséquence de ne pas permettre le débat.

II. Indicateurs et outils

Proximité : le vécu est différent suivant la taille de la commune. Les petites communes rurales insistent sur le fait que c'est le contact au quotidien, assez informel, qui constitue l'essentiel du lien démocratique. Dans les plus grosses communes la question des structures et des services est plus importante.

Tissu associatif : La vitalité des associations est un indicateur important. La question du renouvellement des responsables d'association est soulevée.

Permanences d'élus : une nécessité pour répondre aux préoccupations individuelles. Dans certaines communes elles se développent en sortant des murs de la mairie (marchés, villages, ...). Mais il n'est pas considéré que ces permanences concernent l'intérêt général.

Réunions publiques occasionnelles : parfois de la déception quant à la fréquentation. Des réussites quand l'objet est ciblé et proche du vécu

Réunions de quartiers (comités, conseils) : bilan contrasté (certaines communes ne pratiquent pas ce type de réunion). Quand elles existent le regret est souvent exprimé qu'elles ne concernent pas toutes les catégories de personnes et qu'il y a souvent une érosion de l'intérêt. Parfois des réussites, notamment quand les rencontres sont bien annoncées (utilisation des réseaux sociaux) et qu'on recourt à une méthodologie innovante. À l'inverse certains maires préfèrent répondre à la demande (notamment dans les communes rurales).

Une tendance à privilégier les rencontres thématiques, plutôt que géographiques.

Conseils = lieu d'information, lieu d'expression ou acteurs ?

À observer : la mise en place des «Conseils citoyens» dans le cadre des contrats de ville (Lorient, Lanester, Hennebont)

Enquêtes publiques : une obligation légale qui n'est pas fortement perçue, en l'état, comme un élément de démocratie. Un maire souligne le fait que les élus devraient, en ces occasions, favoriser la réflexion collective.

Conseils municipaux : ne semblent pas non plus un élément fort de démocratie, la participation des citoyens y est rare (à l'exception d'Hennebont et alentours). Quelle place, y compris légale, a la présence des citoyens dans les réunions du Conseil Municipal ?

L'information municipale : le magazine municipal se porte bien. Les supports numériques sont mentionnés par quelques maires.

Le taux de participation aux élections n'a pas donné lieu à des réflexions particulières. L'opportunité du vote des étrangers suscite des réactions très divergentes.

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté »

Bilan 2015-2016

Budget participatif : peu de projets en la matière.

Citoyens acteurs : nécessité pour mettre en action, d'être pédagogique, de procéder par étapes. Il est indispensable que tout ne soit pas joué d'avance.

Les conseils municipaux d'enfants sont mentionnés.

III. Au niveau du Pays de Lorient ?

Deux niveaux de réponse à cette question :

1) *Que mettent les élus derrière le terme « Pays de Lorient » ?*

1. Une entité n'existant pas en tant que telle, sans existence formelle, un « Pays » factice, flou, se composant de deux intercommunalités.

2. Un territoire marqué par :

1. l'éloignement géographique des communes les plus excentrées.
2. un clivage mer / terre.
3. le problème des transports scolaires.
4. des ressentis différents entre la grande ville et les petites.

3. Un pays se réduisant à Lorient Agglomération (« Lorient Agglo ») :

1. grosse structure administrative, complexe, ... trop grande ?

1. caractérisée par l'importance démesurée des services.
2. s'éloignant des habitants au fur et à mesure qu'elle s'agrandit.

3. où l'économique prend le pas sur le service aux usagers, au détriment des droits, du mieux vivre de la population.

2. des services, des administratifs dont le poids, l'omniprésence, le rôle posent question, qui en arrivent à décider à la place des élus, sachant mal rester à leur place et être à l'écoute des élus.

3. des élus communaux de moins en moins présents dans l'exécutif, manquant d'informations, ce qui engendre de la frustration.

4. un exécutif réduit à quelques membres qui cumulent (malgré eux) de nombreuses charges et ne peuvent les assumer.

5. un fonctionnement démocratique insatisfaisant :

1. Le Conseil d'agglomération ne peut pas être un lieu serein d'expression de la démocratie. La presse ne rend pas compte fidèlement des décisions et des débats. L'opposition profite de sa présence pour se faire entendre. Cela induit un jeu d'acteur qui prime sur le contenu des dossiers exposés, privant les citoyens d'en connaître les réels tenants et aboutissants / « Il y a les jeux politiques droite/gauche. Ils se rentrent dedans ».

2. Mais c'est aussi le jeu démocratique (fait avancer les idées).

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

3. Problème de gouvernance : parti pris, politisation au détriment de la recherche du consensus, frilosité, fermeture sur un cercle fermé.

4. La démocratie est réduite à une enveloppe financière.

4. Des relations Lorient Agglo – CCBBO marquées par la méfiance :

- Il faut des regroupements à taille humaine.

- La peur de la CCBBO de se faire absorber par l'Agglo.

- Le retrait de la BBO est regrettable. Il y a de la crainte. La BBO ne veut surtout pas sauter dans l'agglo. « On n'a plus la main ».

- La BBO est souvent fermée devant Lorient. Ils disent : « on ne veut pas travailler avec vous. Nous, on est sur la rive gauche ».

II)) Comment améliorer et que faire ensemble au niveau du « Pays de Lorient » ?

1. (Re)donner de l'importance aux élus.

2. Mettre au centre l'intérêt général de la communauté; trouver des convergences d'avis; des mises en commun au bénéfice de tous; le PLUI, c'était une bonne idée, une démarche unifiante.

3. Renforcer les communications entre élus; le numérique est un moyen de relier les conseillers communautaires.

4. Avoir des échanges sur des thématiques pour mieux se connaître.

5. Etre à l'écoute des collègues de l'opposition; être respectueux, accepter qu'on ne soit pas forcément d'accord.

6. Pour la critique constructive; aborder les choses de manière logique.

7. La présidence tournante : une bonne idée; un bilan à mi-mandat.

8. Dans les commissions, on peut s'exprimer.

9. Aller vers des regroupements à taille humaine.

10. Prendre en compte les collaborations intercommunales : créer des liens de commune à commune pour mettre en place des services pratiques (conventions); des coopérations ponctuelles.

11. La complémentarité CCBBO – Lorient Agglo :

1. raisonner en bassin de vie et pas en périmètre administratif.

2. se poser les bonnes questions liées aux compétences de l'agglo.

3. il ne faut pas de frontières politiques; arrêter de raisonner politiquement; avoir une entente entre élus plus que des ententes politiques; être nommé pour ses compétences, mais pas pour sa couleur politique.

4. penser le territoire et le citoyen; des coopérations entre des communes de l'Agglo et la CCBBO.

12. Le fonctionnement par projet est possible; définir en commun un projet de territoire qui ne peut être l'addition de toutes les communes, mais n'est pas non plus celui de la commune centre; une démarche de projets qui devra respecter un processus itératif entre les élus, les services administratifs et les habitants du territoire.

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

13. Consultation sur un thème déconcentré au niveau de chaque commune; des réunions publiques itinérantes (« diagnostic en marchant »); quand on va sur le terrain, il y a beaucoup plus d'échanges; aller vers les citoyens (proximité physique + numérique).

14. Mise en place de budgets participatifs avec fiches actions.

15. « Les Nouvelles de l'Agglo » sont un bon outil.

16. Le rôle du CDPL : il doit être perçu indépendant des politiques; il peut faire remonter les avis des administrés; faire réfléchir les gens.

ANNEXE 5 : Avis des habitants consultés du 17 au 26 mai 2016

Résultats « La Démocratie ? »

La démocratie suppose des structures de contrôle
Importance de présenter des projets avant décision de réalisation
Le pouvoir du peuple
Voter est le premier geste démocratique
Développer des fonctionnements au plan national et local pour que la démocratie soit vécue de façon participative
Un projet commun et humain
La réforme de la Constitution : élections à la proportionnelle
Respect du programme sur lequel on a été élu
Etre citoyen en dehors des élections
Organisation politique et sociale permettant au peuple de développer sa responsabilité et de prendre part à la gestion des affaires communes

Résultats « Les outils du dialogue élus – citoyens »

Aider les citoyens à connaître et identifier les compétences
Pratiquer les référendums locaux
Ecoute et consultation
Co-construction entre élus, citoyens et experts
Réseaux sociaux
Ateliers citoyens, plateformes collaboratives
Co-construction des projets en amont
Débats dans les quartiers, pétitions, budgets participatifs
Ouvrir de réels espaces de débat entre élus et citoyens
Accès au numérique comme condition de l'expression de la citoyenneté et de la démocratie
Importance des associations citoyennes

Résultats « Le dialogue entre territoires »

Il devrait être plus présent, notamment sur la valorisation des atouts du territoire
Allouer des fonds de façon équitable entre les territoires
Travailler par projets et non avec des individus nommés
Main mise sur le territoire d'un parti politique
Création de groupes de travail entre communes (2 – 3 communes) sur des projets communs
Jurys citoyens. Variété. Education
Définir ce qu'est le territoire
Ne pas oublier la ruralité et ne pas négliger les services de proximité
Dialogue à construire entre les différentes cultures du territoire, entre les entreprises, entre les générations sur le territoire
Une gestion de projets et non une gestion d'hommes
Méconnaissance des territoires et des habitants entre eux

Résultats « Le divorce élus – administratifs – citoyens »

Les élus vivent dans une bulle et se mélangent trop peu à leur population : ils ne sont pas 2.0
Il faut des élus exemplaires et compétents pour minimiser l'impact de l'administration
Difficulté de compréhension de l'organisation administrative
Les élus se reposent trop sur les administratifs sur les grands projets sans tenir compte des citoyens
Le mariage est encore récent : aux différents territoires de se faire entendre
Dans une démocratie, comment un élu peut-il faire une carrière politique ? n'est-il pas au service ?
L'éducation a une action prioritaire sur le futur citoyen
Divorce sans confiance, aucun respect ne peut naître
Le droit à l'erreur : les collectivités n'ont pas la science infuse
Pas de professionnels de la politique

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

ANNEXE 6 :

JOURNEE DE LA DEMOCRATIE - HENNEBONT - 28/05/2016

Expression des participants⁹

Déconstruire nos apprentissages pour se réappropriier l'usage et l'échange de nos individualités, entre 5 et 10 rencontres ludiques de 2 heures.

Construire les règles ensemble.

Primaires -> informer et co-former sur les différents modes participatifs 8 ½ j sur l'année.

Collèges -> créer interventions de formations réelles à la démocratie électorale représentative ou autre. Schéma retenu -> 2 ½ journées en septembre.

Ouvrir des ateliers de réécriture de la Constitution (Etienne Chouard, prof d'économie).

Construire AVEC.

La Démocratie.

Groupe de travail sur les énergies.

Rester concentré sur le développement du pays de Lorient (pas de posture politique).

Travailler avec les citoyens sur des thèmes qui impactent leur vie quotidienne (eau – énergie – transport etc...).

Les problèmes scolaires de nos jeunes - La sélection par l'argent !! - Quelles conséquences ?

Une hiérarchisation des actions. Développer les principes fondamentaux, la démocratie au niveau Lorient Agglo CCBBO ou les projets ponctuels.

Les réseaux sociaux – démocratiques ? - éducatifs ? - anti démocratiques ? - anti éducatifs ?

Très intéressant. Mais question la représentativité des conclusions ?

Susciter la création d'un (ou plusieurs) « jurys citoyens » sur des grands sujets à venir (ex : refonte du réseau transports collectifs) etc.

« Vivre ensemble Construisons ensemble » A nous de trouver les outils pour cela.

Définir les valeurs qui sous tendent nos actions.

⁹ « Post it » rédigés par les participants

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

ANNEXE 7 : GROUPE DE TRAVAIL « DEMOCRATIE ET CITOYENNETE »

BILAN DE LA PREMIERE ANNEE (2015-2016)

ET PROJETS POUR L'ANNEE (2016-2017)

1) ATTEINTE DES OBJECTIFS

QUELS OBJECTIFS ONT ETE ATTEINTS ?

Nous avons pu rencontrer l'ensemble des maires du Pays de Lorient et avons obtenu des réponses sur les pratiques de démocratie dans les communes et sur les différences dans les pratiques.

Les entretiens et débats ont été riches, de qualité.

Le CDPL a acquis une visibilité accrue, notamment aux yeux des maires, nos actions étant venues en appui avec les autres opérations du CDPL.

Qu'est-ce qui nous a aidés à les atteindre ?

La mobilisation des membres et des nouveaux qui sont venus nous prêter main forte;

La régularité des réunions de préparations et des rencontres.

On a pu déterminer un objectif cible, construire des ateliers (3 réunions de préparation), réaliser des synthèses de ces ateliers.

QUELS OBJECTIFS N'ONT PAS ETE ATTEINTS ?

On espérait une mobilisation plus forte, tant des membres du CDPL qu'autour du CDPL. Il y en a eu un peu, mais nos objectifs étaient plus ambitieux en terme de monde.

Une représentativité citoyenne faible (CSP : plus de retraités que d'actifs, quelques élus, aucun représentant industriel, ni artisan, aucun agriculteur, ni ouvrier).

Manque cruel de mixité et de diversité (plus d'hommes que de femmes; aucune participation de personnes souffrant de handicaps (physiques ou autres), alors qu'ils ont leur mot à dire.

Qu'est-ce qui nous a empêchés de les atteindre ?

Faible visibilité, lisibilité des réunions (pas très clair; on n'a pas été assez communicants, mais le bouche à oreille s'est révélé assez efficace).

Le faible nombre de membres du groupe de travail a été un frein.

Qu'aurait-il fallu faire ?

Plus de communication (affiches, tracts, articles de presse)

Groupe de travail « Démocratie et Citoyenneté » Bilan 2015-2016

Travailler plus étroitement avec les maires avant la réunion du 28 mai

Organiser une conférence de sensibilisation.

2) LA SUITE

OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2016-2017

1ère piste : trouver le moyen de continuer à remplir l'objectif « *faire que le CDPL soit présent dans la tête des maires* ». En septembre, envoyer un courrier à l'ensemble des maires leur indiquant en substance : « *on poursuit notre travail sur la démocratie. Il y a une marge de progression. Donnez nous une piste de travail sur 2016-2017* » (qu'on déterminera à partir des post-it) : *quelle question liée aux pratiques démocratiques vous voudriez qu'on suive avec vous, où on pourrait avancer (bulletin municipal ? Réunions autour du PLU ? bilan à mi-mandat ?). Vous nous indiquez un* ». Nous déplacer pour les rencontrer. Rester au niveau de la commune (ne pas élargir, pour l'instant au Pays de Lorient).

2ème piste : au niveau de l'agglomération et du Pays, creuser les questions sur « comment ça se passe au niveau des contrats de partenariat ? » Des choix d'investissement sont faits, mais de telle manière que les citoyens ignorent comment ça se passe (y compris les porteurs de projets potentiels), ils n'en connaissent que des bribes, y compris les membres du CDPL : il leur manque la vision : comment ça fonctionne ? Notre objectif est de clarifier les choses, nous voulons faire travail d'explication, d'information, avec un objectif de publication du CDPL exposant tous ces dispositifs-là. Si le groupe de travail se fixe comme objectif de mettre de la clarté, ça peut permettre de semer des choses pour l'année suivante. Ça suppose qu'on obtienne la collaboration de l'agglomération (négocier avec MC Detraz). Mais aussi obtenir l'accord du CDPL. C'est un objectif légitime.

3e piste : essayer de mobiliser les citoyens sur des thèmes plus généraux (conférence annuelle) pour avoir du monde, ce serait l'occasion de communiquer sur ce qu'on a fait. On pourrait proposer un premier bilan avec les maires des communes concernées par la mise en place des « conseils citoyens » (points forts, obstacles rencontrés). On coorganiserait, on impulserait. Cet événement pourrait avoir lieu en janvier 2017.

4e piste : aller voir jeunes lycéens délégués au conseil régional des jeunes : comment ça se passe ? Quel bilan ils en tirent ?

Faire un article dans la newsletter.